



Revue-IRS



Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS)

ISSN: 2958-8413

Vol. 3, No. 1, January 2025

This is an open access article under the [CC BY-NC-ND](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/) license.



La problématique du développement communautaire dans les milieux ruraux: analyse et perspectives. Cas de Lwele-Ikubi

¹Didace Munzubu M'buyatina., ²Jacques Tiarina Mess., ³Gomer Ndobu Mulwesani., ⁴Toussaint Ebwangum Emy'petro

¹ Institut Supérieur de Commerce d'Idiofa /RD. Congo

² Université de Kikwit, Faculté des Sciences Agronomiques / RDC

³ Institut supérieur de Développement Rural de Mapangu / RDC

⁴ Institut Supérieur de Développement Rural de Kikwit / RDC.

Abstract : The worry to contribute to the improvement of life conditions of Lwele-Ikubi population is at the basis of the present study which aimed to identify problems of the so-called population and obstacles to the resolution of these problems. An inquiry by survey non aleatory did in the seven villages of Lwele-Ikubi, nearby a hundred and thirty (130) persons taken by means of a technique of routes, has identified eight (8) prior needs and five (5) factors which empede the satisfaction of these needs. In terms of need of, the study has identified a mong other needs: bridges on rivers Pio-pio and Okuwar (100%), habitation houses in lasting materials (85%), good alimentation (74%), potable water (69%), local market (62%), agricultural equipment (48%), public lightning (35%), big lorry (31%). As to factors that empede to satisfy these needs, the study has detected among other: landed conflicts, inter-clanics and customany powers (72%), luck of a good organization for the development of Lwele-Ikubi (59%), luck of financial means (59%), weak participation of the population to community works (45%).

Keys- words : Problematic, community development, Lwele Ikubi.

Résumé : Le souci de contribuer à l'amélioration de conditions de vie de la population de LWELE- IKUBI est à la base de la présente étude qui avait pour but d'identifier les problèmes de développement de ladite population et les obstacles à la résolution de ces problèmes. Une enquête par sondage non aléatoire effectuée dans les 7 villages de Lwele-Ikubi, auprès de 130 personnes tirées à l'aide de la technique des itinéraires, a identifié 8 besoins prioritaires et 5 facteurs qui empêchent la satisfaction de ces besoins. Du point de vue besoins l'étude a identifié entre autre besoin de: ponts sur les rivières pio-pio et Okuwar (100%), maisons d'habitation en matériaux durables (85%), bonne alimentation (74%), eau potable (69%), marché local (62%), équipement agricole (48%), éclairage public (35%), gros véhicule (31%). Quant aux facteurs qui empêchent à satisfaire ces besoins, l'étude a révélé entre autre : les conflits fonciers, inter claniques et du pouvoir coutumier (72%), le manque

d'une bonne organisation pour le développement de différents villages de LWELE-IKUBI (59%), le manque de moyens financiers (59%), la faible production agricole (42%), la faible participation de populations aux travaux communautaires (45%).

Mots clés : Problématique, développement communautaire, Lwele-Ikubi.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.14780657>

1. Introduction

Le développement des communautés locales a été toujours au cœur des préoccupations des administrations coloniales et des Etats africains postcoloniaux. Les structures et l'esprit de ce mode d'intervention appelé développement communautaire dans les colonies britanniques et animation rurale dans les colonies françaises, ont été, pour l'essentiel, conservé pendant la première décennie (1960-1970) des indépendances (YAO : 2008).

Ce concept « développement communautaire », qui a été nommé et promu par les organisateurs communautaires et professeurs américains John Mcknight et Jody Kretzmann, est défini par les Nations Unies comme un processus où les membres de la communauté se réunissent pour prendre des mesures collectives et trouver des solutions à des problèmes communs (Wikipédia).

En effet, l'amélioration des conditions de vie est une préoccupation de tout homme quel que soit le milieu où il vit.

Depuis 1977, la République Démocratique du Congo dispose d'un ministère gouvernemental dédié au développement rural, avec pour mission de planifier et coordonner les interventions en milieu rural en vue d'améliorer les conditions de vie des masses paysannes et conduire aussi à la stabilisation des populations rurales (Ngalamulume : s.d.).

Yao (op.cit) signale que depuis les années 1980, les organisations non gouvernementales (ONG) internationales et nationales se présentent comme les acteurs principaux qui appuient les initiatives des populations ou qui travaillent avec elles dans des projets de développement communautaire dont certains réussissent et d'autres échouent.

Dans la plupart des milieux ruraux, la population éprouve beaucoup de difficultés pour améliorer ses conditions de vie à cause de multiples problèmes qui peuvent ne pas être identiques d'un milieu à l'autre.

Malgré le plaidoyer de Robert Chambers (1990) vieux de plus d'un quart de siècle en faveur des milieux ruraux des pays en voie de développement et l'alerte lancée par le Fonds International du Développement Agricole (FIDA) (2011) au cours de son deuxième rapport sur la pauvreté rurale, les défis sont encore immenses dans les campagnes congolaises comme le révèlent les diverses enquêtes nationales (...): pauvreté croissante, misère, exode rural, enclavement, faim, sous-alimentation et malnutrition, analphabétisme, maladies, épidémies, délabrement et précarité des infrastructure de base, etc. (Ngalamulume : op.cit.).

Lwele-Ikubi est une contrée où les organisations paysannes (OP) sont souvent initiées, avec comme objectif l'amélioration des conditions de vie de la population. Mais malheureusement, ces organisations paysannes n'arrivent pas à atteindre cet objectif à cause, bien entendu, de certains goulots d'étranglement qui méritent d'être identifiés.

GOFFAUX (1986 :7) déclare qu'on ne peut appliquer des remèdes appropriés et efficaces à la maladie du sous-développement sans élaborer d'abord un diagnostic correct qui tienne compte aussi de l'état général du malade ; qu'une sémiologie superficielle comme une fausse étiologie entraînent forcément une thérapeutique inadaptée et proposent des remèdes souvent pires que le mal.

Du fait que la recherche des solutions pour l'amélioration des conditions de vie d'une population nécessite une bonne connaissance des besoins réels de cette population, il était utile qu'une étude sur la problématique de développement communautaire de Lwele-Ikubi soit réalisée pour identifier les problèmes de ce milieu ainsi que les raisons qui empêchent à les résoudre en vue d'envisager des solutions appropriées.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la présente étude.

Eu égard à ce qui précède, les questions ci-dessous méritent d'être posées :

- Quels sont les problèmes ou besoins réels de la population de Lwele-Ikubi ?

- Qu'est-ce qui empêche la population à résoudre ces problèmes ?
 - Quelles sont des solutions à proposer pour résoudre ces problèmes ?
- Telles sont des questions autour desquelles notre étude est focalisée.

2. Milieu et méthodes

2.1. Milieu

L'étude a été réalisée à Lwele-Ikubi. Celui-ci est une agglomération de 7 villages, à savoir : NGANDA, MUBILI, MBANSAMBA, LWELE - MBELE, IKUBI - KANGA, ZULUBANGA et MALIBI. Séparés les uns les autres par des cimetières et par des petites étendues de brousses, l'ensemble de tous ces 7 villages forment Lwele-Ikubi.

Lwele-Ikubi est limitée :

A l'Est, par la rivière pio-pio qui la sépare des villages MUKOKO et LAKAS dans le secteur Banga ;

A l'Ouest, par les villages MUKONG et Musanga-Esal ;

Au Nord, par la rivière pio-pio qui la sépare des villages EYENE MOLOKAY et MISENGE dans le secteur Kapia ;

Au Sud, par les rivières Ngomongo et pio-pio ainsi que le village MUSANGA-MUTIMBIMBI.

L'espace Kwango-Kwilu est doté d'un climat subéquatorial du type AW3 caractérisé par deux saisons alternatives : la saison sèche qui dure 3 mois soit de la mi-mai à la mi-Août, et la saison des pluies qui dure 9 mois allant de mi- Août jusqu'à la mi-mai (NICOLAI, 1963 :79).

Lwele-Ikubi faisant partie de cet espace, n'est pas exclue de cette réalité. Sa végétation est généralement caractérisée par des savanes herbeuses et boiseuses entourées des forêts qui longent les rivières et ruisseaux. L'aspect forêt dense n'est plus remarquable suite à l'augmentation de sa population qui entraîne des actions anthropiques comme le déboisement et l'incinération. Elle est baignée entièrement par la rivière pio-pio et son confluent Mpum, d'une part, et ses affluents Ngomong, Mbeng, Elim, Mpar etc., d'autre part. Elle a un sol argilo-sablonneux très favorable à des grandes cultures telles que l'arachide, le manioc, le maïs, la courge, etc.

Les températures moyennes atteignent entre 26 à 30°C avec une pluviométrie moyenne de 1800mm (DIKITELE, 2010-2011 :8).

Lwele-Ikubi compte dans l'ensemble 17 écoles dont 2 écoles maternelles, 7 écoles primaires et 8 écoles secondaires implantées dans les différents villages et appartenant à différents régimes, à savoir : Protestant (47%), Sénevé (29%), Catholique (12%), Kimbanguiste (6%) et non conventionné (6%).

Il existe 6 groupes religieux à Lwele-Ikubi entre autre le Protestant, le Catholique, le Kimbanguiste, le Néo-apostolique, le Saint – Esprit et le Sénevé.

Le principal sport pratiqué est le football. Même si chaque village a un club et un terrain de football, tous les matchs opposant différents clubs se jouent au stade « MUNGEY » qui est un terrain commun à tous les villages de Lwele-Ikubi.

Les activités socio-culturelles de Lwele-Ikubi sont : l'éducation (la scolarisation), la religion, le sport (le football), la musique folklorique. Il sied de signaler que cette dernière est actuellement considérée comme une activité qui favorise la délinquance juvénile parce qu'elle est à la base de grossesses précoces et non désirées, mariages précoces et forcés, abandon scolaire, etc.

Bien qu'il existe quelques activités économiques telles que la pêche, la chasse, l'élevage et le petit commerce, l'agriculture demeure la principale source de revenu financier avec comme cultures le manioc, l'arachide, la courge et le maïs.

Le petit commerce est basé sur la vente des produits agricoles et le trafic vers les centres urbains tels qu'Idiofa, Tshikapa, Kikwit et Kinshasa. Il n'y a pas de magasins à LWELE- IKUBI. On y trouve par contre des petites boutiques implantées par les jeunes originaires de la contrée.

2.2. Méthode

2.2.1. Echantillonnage et collecte des données

Les renseignements obtenus auprès des personnes interrogées ont constitué les données de base de cette étude qui s'est réalisée auprès d'un échantillon de 130 personnes tirées sur les 12.394 personnes qui constituent l'effectif des habitants de LWELE-IKUBI. Le nombre de personnes interrogées dans chaque village était déterminé proportionnellement à la taille (nombre d'habitants) de chaque village en appliquant la formule de l'échantillonnage proportionnel à la taille suivante :

$$n1 = \frac{n \times ni}{N}$$
 Où n1= nombre de personnes à sélectionner dans le premier village ; n= nombre total de personnes à sélectionner dans les différents villages ; ni=nombre d'habitants de village i concerné ; et N=effectif total des habitants des différents villages.

Par exemple, pour le village Nganda (ni), $n1 = \frac{n \times ni}{N} = \frac{130 \times 1334}{12.394} = 14$

Ainsi, en appliquant cette formule, nous avons pu tirer et interroger 130 personnes dont 14 à Nganda, 15 à Mubili, 26 à Ikubi-Kanga, 17 à Mbansamba, 29 à Lwele-Mbele, 15 à Zulubanga, et 14 personnes à Malibi.

Le choix de sélection de ces personnes était basé sur les critères suivants : - être originaire ou habitant de Lwele-Ikubi ; - avoir vécu à Lwele-Ikubi pendant au moins 10 ans ; - être âgé d'au moins 18 ans.

Pour réaliser cette évaluation, une méthodologie de recueil et d'analyse des données qualitative a été appliquée. Désirant identifier les problèmes de développement de Lwele-Ikubi ainsi que les facteurs qui empêchent à résoudre ces problèmes, le choix de l'entretien a été retenu.

Pour collecter les données, nous avons élaboré un questionnaire constitué de quatre thèmes. Si le premier a concerné les connaissances des personnes interrogées vis-à-vis des actions de développement communautaire, le deuxième a porté sur les problèmes de développement de Lwele-Ikubi, le troisième thème, quant à lui, a concerné les facteurs qui empêchent la population de Lwele-Ikubi à résoudre ses problèmes de développement et le quatrième a porté sur les souhaits des enquêtés pour le développement de ladite contrée.

Pour entrer en contact avec les enquêtés, nous avons procédé par la méthode des itinéraires qui a consisté à parcourir les 7 villages suivant un itinéraire que nous avons tracé au préalable, partant de Nganda jusqu'à Malibi en passant par Mubili, Ikubi-Kanga, Mbansamba, Lwele-Mbele et Zulubanga.

2.2.2. Traitement et analyse des données

Après avoir procédé par le dépouillement des résultats, nous avons fait une synthèse systématique des différentes réponses fournies par les enquêtés. Après avoir enregistré ces réponses, nous avons fait une synthèse qui nous a permis d'extraire les divergences et les constantes à partir desquelles nous avons dégagé les messages clés exprimés par les enquêtés sur les problèmes de développement de Lwele-Ikubi, les facteurs qui empêchent à les résoudre et les solutions proposées.

3. RESULTATS

L'étude révèle l'existence de connaissances sur les actions de développement communautaire chez les habitants de Lwele-Ikubi, des problèmes de développement communautaire, et des facteurs qui empêchent à résoudre ces problèmes.

3.1. Connaissances des personnes interrogées vis-à-vis des actions de développement communautaire de Lwele-Ikubi.

Pour avoir des éléments mesurables devant nous permettre d'estimer le niveau de connaissance de nos enquêtés vis – à – vis de développement communautaire de Lwele-Ikubi, nous avons recouru

au jeu de questions réponses. Ainsi, à la question « avez-vous entendu parler des travaux ou des actions communautaires ».

Toutes les personnes interrogées (130 soit 100%) ont affirmé avoir déjà entendu parler de développement communautaire. En ce qui concerne les avantages des travaux communautaires, les personnes interrogées ont cité entre autre la rapidité dans l'exécution de travaux (100%), la satisfaction des besoins collectifs (69%), l'assurance de la réussite de l'action (100%), la diminution du coût à supporter individuellement (73%). Quant aux inconvénients de travaux communautaires, deux inconvénients ont été évoqués, à savoir : le découragement des membres suite à l'irrégularité de certains membres (66%) et le déclenchement des conflits (59%). Une autre question était celle de savoir s'il y a des travaux ou des actions de développement communautaires qui ont déjà été initiés à Lwele-Ikubi. A cette question, 100% des personnes interrogées ont répondu par l'affirmatif. Ainsi, l'entretien des routes (100%), la construction des infrastructures sanitaires (maternité, dispensaire, bâtiment de la radiologie,... (100%)), la construction des ponts en bois (87%), la construction des étangs piscicoles (35%), la fabrication des briques à daube (54%), champs communautaires (85%) et l'élevage (59%) ont été cités. Quant à savoir de qui venait l'initiative de ces actions, les personnes interrogées ont révélé que l'initiative venait de : étudiants en vacances à Lwele-Ikubi (100%), la population elle-même (78%), animateurs communautaires (27%), autorité étatique (3%). A la question de savoir s'il existe à Lwele-Ikubi des groupes ou des associations qui s'occupent de développement communautaire, 60% des enquêtés ont répondu par l'affirmatif et ont cité entre autre : Organisation pour le Développement d'Eyene et Lwele-Ikubi (ODELI), Association des Etudiants Vacanciers à Lwele (ASSEVAL), Organisation des Jeunes Pisciculteurs de Mubili-Nganda (OJEPIM), Coopérative pour Habitat d'Ikubi-Kanga (COOHABIK), Association Paysanne pour le Développement de Lwele-Mubili (APDLM), Coopérative pour le Développement d'Ikubi-Kanga (CDI), Association des Pisciculteurs d'Ikubi-Kanga (APIK), Association des Cultivateurs pour le Développement d'Ikubi-Kanga (ACDIK). Par contre, 52 soit 40% des enquêtés n'ont pas reconnu l'existence d'une seule association. Ceci s'explique suite à une longue durée d'inactivité de ces associations à Lwele-Ikubi.

Quant à ce qui concerne les opinions des personnes interrogées sur le développement de Lwele-Ikubi, nous avons posé la question suivante : Etes-vous satisfaits de l'apport des associations paysannes au développement de Lwele-Ikubi ? A cette question, 79% ne sont pas satisfaits contre 15% qui ont déclaré être satisfaits de l'apport des associations paysannes au développement de Lwele-Ikubi. En effet, parmi ceux qui ne sont pas satisfaits, 90% ont déclaré qu'il n'y a pas des réalisations concrètes de ces associations, 10% estiment que ces associations ne répondent pas aux attentes de la population. A la question de savoir ce qui empêche les associations paysannes de Lwele-Ikubi d'atteindre les objectifs pour lesquels elles sont créées, les raisons évoquées par les enquêtés sont : le manque de moyens (73%) et la faible participation de membres aux travaux des associations (19%), tandis que 8% ne connaissent pas les raisons qui empêchent les associations de Lwele-Ikubi d'atteindre leurs objectifs.

3.2. Les besoins de la population de Lwele-Ikubi.

Les résultats sur les besoins de la population de Lwele-Ikubi sont enregistrés dans le tableau 2 ci-dessous.

Tableau 1 : Les besoins exprimés par les enquêtés pour le développement de Lwele-Ikubi.

LES BESOINS DE LA POPULATION	Les personnes interrogées par village														TOTAL	
	Nganda		Mubili		Mbansa m		Lwele- Mbele		Zuluban ga		Ikubi- Kanga		Malibi			
	Ef f	%	Ef f	%	Ef f	%	Ef f	%	Eff	%	Ef f	%	Ef f	%	Eff	%
Bonne alimentation	13	93	14	93	11	65	16	55	12	80	19	73	11	79	96	74
Eclairage public	4	29	5	33	14	82	11	38	3	20	7	27	1	7	45	35
Gros	4	29	7	47	10	59	8	28	1	7	10	38	0	0	40	31

véhicule																
Ponts	14	10 0	15	10 0	17	10 0	29	10 0	15	100	26	10 0	14	10 0	13 0	10 0
Maisons en durables	12	86	15	10 0	17	10 0	20	69	12	80	20	77	13	93	10 9	84
Eau potable	12	86	10	67	14	82	14	48	12	80	16	62	11	79	89	69
Equipement agricole	9	64	8	53	8	47	10	34	9	60	10	38	8	57	62	48
Marché local	8	57	10	67	13	76	14	48	10	67	17	65	9	64	81	62

Source : Notre enquête sur terrain.

L'examen du tableau 2 identifie 5 besoins primordiaux exprimés par les personnes interrogées, à savoir : les ponts (100%), les maisons d'habitation en durables (84%), une bonne alimentation (74%), l'eau potable (69%) et le marché local (62%).

Au regard de multiple besoins de la population de Lwele-Ikubi exprimés dans le tableau ci-dessus, les ponts se révèlent le principal. En effet, ils (les ponts) ont été cités comme besoin par toutes les personnes interrogées.

3.3. Les facteurs qui empêchent la population de Lwele-Ikubi à satisfaire ses besoins ou à résoudre ses problèmes de développement.

Ces facteurs sont consignés dans le tableau 3 ci-dessous.

Tableau 2 : Les facteurs qui empêchent les habitants de Lwele-Ikubi à résoudre leurs problèmes de développement.

Les facteurs qui empêchent à résoudre les problèmes de Lwele-Ikubi	Les personnes interrogées par village															
	Nganda		Mubili		Mbansa mba		Lwele-Mbele		Zulubanga		Ikubi-Kanga		Malibi		Total	
	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%
Le manque d'organisation	11	79	9	60	13	77	11	38	7	47	15	58	10	71	76	59
Le manque de moyens financiers	10	71	8	53	11	65	13	45	11	44	12	46	11	79	76	59
Les conflits	12	86	12	80	17	100	19	66	10	67	15	58	9	64	94	72
La faible production agricole	6	43	10	67	7	42	9	31	8	53	8	31	7	50	55	42
La faible participation de la population aux travaux communautaires	8	57	7	47	8	47	10	34	8	53	11	42	7	50	59	45
Ne sait pas	1	7	2	13	2	12	2	7	1	7	2	8	3	21	13	10

Source : Notre enquête sur terrain.

La lecture du tableau 3 indique 3 facteurs épineux qui empêchent la population de Lwele-Ikubi à assurer son développement ; il s'agit entre autre de: conflits fonciers, inter claniques et du pouvoir coutumier (72%), manque d'une bonne organisation pour le développement de ces 7 villages (59%), et manque de moyens financiers (59%). Outre ces 3 facteurs, la faible participation de la population aux travaux communautaires (45%) ainsi que la faible production agricole (42%) ont été cités comme facteurs qui empêchent la population de Lwele-Ikubi à résoudre ses problèmes de développement.

3.4. Les souhaits de la population sur le développement communautaire de Lwele-Ikubi.

En ce qui concerne les souhaits de personnes interrogées sur le développement de Lwele-Ikubi, nous avons posé aux enquêtés la question suivante : Que proposez-vous pour que les actions communautaires puissent réussir à améliorer les conditions de vie de la population de Lwele-Ikubi ? A cette question, 81% ont souhaité commencer par la résolution pacifique des conflits et la réconciliation des parties en conflits, 68% ont proposé la création d'un marché local à Lwele-Ikubi, et 54% ont souhaité la création d'une structure de développement pouvant réunir en son sein les habitants des différents villages de Lwele-Ikubi.

4. Discussion

Si l'objet de notre visite aux habitants de Lwele-Ikubi était d'évaluer leur niveau de connaissance sur les actions de développement communautaire, identifier les problèmes de développement communautaire de cette contrée, identifier les raisons qui empêchent à résoudre ces problèmes, connaître leurs vœux sur ce qu'il faut faire pour que leurs conditions de vie puissent s'améliorer, le type d'enquête que nous avons choisi de réaliser, à savoir établir un contact direct avec nos différents interlocuteurs, nous a permis de connaître leur niveau de connaissance, d'identifier leurs principaux problèmes (besoins) ainsi que les facteurs qui empêchent à résoudre ces problèmes.

En ce qui concerne les connaissances, il ressort de cette étude que toutes les personnes interrogées ont un niveau élevé des connaissances sur les actions de développement communautaire. Autrement dit, la pratique des actions de développement communautaire est connue pratiquement par toutes les personnes interrogées quel que soit le village d'origine, le sexe, le niveau d'instruction, etc. car à la question « avez-vous entendu parler de développement communautaire », 100% des enquêtés ont répondu oui. C'est la preuve qu'il existe des actions ou travaux communautaires et des associations paysannes de développement à Lwele-Ikubi.

S'agissant de besoins de la population, KHALLOUF et Cie (1981 :21) soulignent qu'on ne peut que s'interroger sur la nature des « besoins essentiels » des populations que tout développement est censé satisfaire (...), que toute recherche d'un type de développement satisfaisant les besoins d'une population passe naturellement par la connaissance de ces besoins et du cadre dans lequel ils se manifestent.

Ainsi, les résultats de cette étude ont révélé les ponts sur les rivières Pio-pio et Okuwar, les maisons d'habitation en matériaux durables, l'eau potable, le marché local, les outils agricoles, l'éclairage public et le véhicule comme besoins de développement de Lwele-Ikubi exprimés par les personnes interrogées.

En effet, il convient de signaler que la route allant d'Idiofa pour Dibaya, Mangai ou Ilebo en passant par Lwele-Ikubi n'est pas praticable faute des ponts sur les rivières Pio-pio et Okuwar entre Eyene-Mankondo et Eyene-Molokay. Ce manque des ponts empêche non seulement le passage des véhicules et l'acheminement de produits agricoles des paysans vers les centres de commercialisation mais aussi toute personne de voyager par véhicule à partir de Lwele-Ikubi. C'est pourquoi celle-ci est considérée comme une contrée enclavée.

C'est dans ce contexte que GOFFAUX (op.cit. :151) compare une économie d'échange à un organisme vivant dont les infrastructures constituent en quelque sorte le système circulaire qui irrigue les membres. L'auteur explique que toute obstruction, tout enclavement ou isolement entraîne rapidement l'asphyxie économique ; qu'une mauvaise récolte devient alors synonyme de famine tandis qu'une récolte particulièrement abondante verra les surplus pourrir sur place, vu l'impossibilité de les évacuer.

Il précise que l'insuffisance et surtout le mauvais entretien des voies de communication a pour conséquence que les commerçants ne s'y aventurent plus avec leurs véhicules, ou alors le taux accru d'amortissement de ceux-ci grèvera lourdement les prix. Il insiste à dire que dans ces conditions, même une augmentation de la demande urbaine en produits vivriers ne stimulera guère la production, que ce facteur constitue souvent un frein décisif au développement économique de vastes régions, et que l'on y enregistre bientôt une régression vers une agriculture de simple subsistance, ajoute-t-il.

La construction des ponts sur les rivières pio-pio et Okuwar étant un besoin réel et immédiat, nous suggérons à la population de Lwele-Ikubi, Eyene et des villages environnant de le manifester en élaborant un projet de construction de ces ponts, en disposant leur apport local et en sollicitant un appui extérieur auprès des organismes d'aide au développement ou auprès du gouvernement de la RDC.

En ce qui concerne les maisons d'habitation, il faut noter qu'à Lwele-Ikubi 99,7% sont construites en sticks, bambous, rameaux, chaumes et en terres argiles. La population éprouve d'énormes difficultés avec ce type de maisons dont les murs écroulent et les toits suintent d'un moment à l'autre et exigent un renouvellement après une durée moyenne de 5 ans. En plus, ces matériaux deviennent de plus en plus rares à cause de l'exploitation abusive des ressources forestières par la population.

A Lwele-Ikubi il n'y a pas de marché, la commercialisation des produits agricoles est un casse-tête pour la population de cette contrée qui, de fois, fait recours à la pratique de troc. Souvent, un ou deux acheteurs seulement sont présents sur terrain pour acheter pendant la campagne des produits agricoles en imposant leurs prix dérisoires au paysan qui se voit contraint de l'accepter craignant le risque de ne pas trouver un autre acheteur ou de voir les produits pourrir. Avoir un marché pourrait attirer des vendeurs et acheteurs, favoriser la concurrence, permettre aux paysans d'avoir des moyens financiers, de s'approvisionner sur place et de satisfaire leurs besoins.

Par ailleurs, avoir un moyen de transport en commun (véhicules par exemple) propre aux paysans regroupés en association pouvait pallier à cette difficulté, malheureusement il fait défaut. Les paysans éprouvent des difficultés pour acheminer leurs produits agricoles vers les centres de commercialisation (Idiofa, Kikwit, Kinshasa, Tshikapa,...) qui sont éloignés de Lwele-Ikubi.

Nul n'ignore que l'eau est une denrée essentielle pour la vie. Cependant, cette denrée est difficilement cueillie à Lwele-Ikubi à cause des distances à parcourir et de mode de transport. En effet, les sources d'approvisionnement sont situées en forêts éloignées des villages. Les moyens de transport sont généralement les femmes et les enfants qui portent sur la tête un bidon ou une bassine. La qualité de cette eau reste soumise à des pollutions à cause des eaux de ruissellement causées par les pluies, de mode de cueillette et le manque d'entretien de la source qui peuvent la rendre impropre à la consommation.

En outre, ces distances à parcourir à pieds constituent une difficulté supplémentaire aux multiples travaux (tâches) qu'effectuent les femmes rurales car cette tâche (cueillette de l'eau) est réservée pour elles.

En ce qui concerne l'alimentation, il convient de signaler que la qualité ainsi que la quantité d'aliments que consomment les habitants des milieux ruraux en général et ceux de Lwele-Ikubi en particulier ne répondent pas aux normes de l'OMS. Une telle alimentation court tous les risques de compromettre la santé. Pourtant une personne qui n'est pas en bonne santé est incapable physiquement et intellectuellement de fournir un bon rendement.

Dans ce même contexte, Goffaux (op.cit. :63) déclare que l'apathie partielle des agriculteurs réduit leur productivité, donc le volume alimentaire disponible, que cette insuffisance entretient à son tour certaine anémie.

Pour pallier à ce problème, nous abondons dans le même sens que l'auteur précité qu'il faut procéder à une éducation sanitaire et nutritionnelle de la population cible pour lui faire comprendre les besoins spécifiques de l'organisme humain, corriger certaines habitudes alimentaires et faire accepter des aliments nouveaux.

Quant aux raisons qui empêchent la population de Lwele-Ikubi à résoudre ses problèmes de développement communautaire, l'étude a révélé entre autre les conflits, le manque d'une bonne organisation, et le manque de moyens financiers sans oublier la faible participation de la population aux travaux communautaires ainsi que la faible production agricole.

En ce qui concerne les conflits, l'étude a révélé le conflit foncier (entre le clan Ekwer du village Lwele-Mbele et le clan Ensum du village Mubili, qui date depuis plus de 30 ans et qui oppose tous les habitants de ces deux villages précités), le conflit du pouvoir coutumier (opposant deux individus de même clan mais appartenant à deux villages différents, qui a divisé la population de Lwele-Ikubi à deux groupes :

- le premier groupe composé des habitants des villages Nganda, Mubili, Mbansamba et une partie des habitants de Ikubi-Kanga, soutient monsieur Sapu Mbuta, le chef de groupement Ngala-Lwele actuellement investi. - le deuxième groupe constitué des habitants des villages Lwele-Mbele, Zulubanga, Malibi et une partie des habitants du village Ikubi-Kanga, soutient Monsieur Bilo, l'opposant du chef de groupement au pouvoir), et les conflits inter claniques (causés par des simples malentendus et qui aboutissent souvent aux querelles, assassinats, meurtres, divisions entre les membres des clans et qui est à la base de leurs déplacements forcés vers d'autres milieux (exode rural)).

Les disputes des forêts et brousses ont entraîné des mésententes et de divisions à Lwele-Ikubi à tel point qu'il devient difficile de mener une action de développement communautaire dans cette population en conflit. L'amour du prochain, le respect d'autrui et la solidarité qui jadis caractérisaient la vie en milieux ruraux semblent être les faits du passé.

La palabre africaine qui fut jadis le mode de règlement pacifique des conflits en milieux ruraux, notamment à Lwele-Ikubi, n'existe presque plus. C'est plutôt les procès qui ont pris place, favorisés par l'implantation des bureaux de commissariat de la police communément appelés CIAT ou sous CIAT partout en milieux ruraux où les officiers ou commandants de la police interviennent même dans des petits conflits qui peuvent être réglés en famille.

Nous recommandons la résolution pacifique de ces conflits et la réconciliation afin de permettre aux filles et fils de Lwele-Ikubi de vivre en harmonie et à mener ensemble les actions de développement communautaire, car dit-on « l'union fait la force ».

Il faut procéder à l'éducation de la masse, à la conscientisation de la population de Lwele-Ikubi, pour le respect, la reconnaissance et l'amour d'autrui.

Quant au manque d'une bonne organisation pour le développement de Lwele-Ikubi, il convient de signaler que l'ODELI qui autre fois avait joué ce rôle, n'existe que de nom ; dans chaque village, on sait trouver au moins une association paysanne mais sans base ni visibilité réelle sur terrain. Chaque village travaille séparément des autres villages. Il n'existe pas une structure qui peut unir les différents villages de Lwele-Ikubi et orienter les actions de développement vers le même but.

Ainsi, nous proposons la création d'une structure de conception et d'orientation des actions (projets) de développement communautaire de Lwele-Ikubi, une structure qui pourra réunir les différentes associations paysannes de Lwele-Ikubi et assurer la cohésion sociale ; ou alors, relancer l'ODELI qui a déjà réalisé des activités dans le cadre de développement communautaire de Lwele-Ikubi, car tel que le déclare [www.ifad.org>web>latest>de-l-i](http://www.ifad.org/web/latest/de-l-i), individuellement, bon nombre de petits producteurs et productrices n'ont pas suffisamment accès aux marchés, aux intrants, aux financements, aux informations et ne sont pas capables de faire des choses qui seraient autrement révélées trop chères, laborieuses ou chronophages.

En ce qui concerne le manque de moyens financiers tels que déclarés par les enquêtés, il convient de rappeler que Lwele-Ikubi comme presque tous les milieux ruraux de la province du Kwilu a pour activité économique, l'agriculture qui, malheureusement est pratiquée d'une manière traditionnelle et qui donne un rendement qui ne permet pas à satisfaire le multiple besoins de la population tels que : l'habillement, les soins de santé, la scolarisation des enfants, la construction des maisons en semi ou en durable, etc., et de réaliser des projets communautaires tels que la constructions des ponts, aménagement agricole, hydraulique rurale, etc.

Ce déficit des moyens pouvait être compensé par un appui extérieur, mais ceci n'est plutôt pas le cas. La population de Lwele-Ikubi peine à réaliser des actions ou des projets communautaires qui exigent des moyens financiers.

Marie Rose (2006) déclare que si certains groupes ont des résultats techniques et économiques significatifs et parfois très intéressants, il existe aussi des organisations qui ont une réelle base mais qui « tournent à vide » faute d'idées, d'appuis techniques, des ressources adéquates ; que le niveau d'appuis des groupements et leurs performances techniques et économiques dépendent en grande partie de leur capacité à nouer des relations avec l'extérieur.

C'est dans le même ordre d'idée que [www.ifad.org>web>latest>de-l-i](http://www.ifad.org/web/latest/de-l-i) révèle qu'à l'instar des petits exploitants individuels, la plus grande difficulté à laquelle doivent faire face les organisations paysannes est le manque d'accès aux finances.

L'auteur souligne que cette question est particulièrement critique en Afrique où 70% des organisations paysannes estiment que moins de la moitié de leurs besoins de financement sont remplis contre 30% en Asie du Sud-Est.

Pour résoudre ce problème, nous suggérons que la population de Lwele-Ikubi soit unit au sein d'une structure dans laquelle les actions de développement communautaire doivent être menées et où les projets de développement doivent être élaborés pour solliciter des financements ou des appuis extérieurs auprès des ONGD ou du gouvernement.

C'est dans ce contexte que Khallouf et Cie (op.cit. :44) déclarent que les organisations non gouvernementales peuvent jouer un rôle utile pour l'encadrement et le soutien à la base avec des moyens matériels nécessaires ou pour l'obtention de ces moyens par la base.

PRADERVAND (1989 :13) est pessimiste en ce qui concerne l'aide extérieure, soulignant qu'avant que la colonisation et la modernisation ne bouleversent leurs traditions, les communautés villageoises ne comptaient que sur elles-mêmes. Cet auteur soutient que les paysans gèrent d'innombrables projets qui améliorent de façon significative leurs conditions de vie, parfois sans aucune aide extérieure, à partir de milliers des petits groupements villageois nés spontanément sous l'impact des difficultés auxquelles les pays ont à faire face, se créent des puissantes organisations paysannes qui, pour la première fois, peuvent parler au nom de ces millions d'agriculteurs, demeurés si longtemps les laissés-pour-compte de développement.

Dans le même contexte, après analyse de l'échec de la politique d'aide actuelle, Khallouf et Cie (op.cit. :45) révèlent que dans le phénomène d'aide, les bénéficiaires théoriques que sont les populations locales, citadines ou rurales n'apparaissent pas, que l'aide est dictée soit par les besoins des pays industrialisés, soit par ceux des gouvernements locaux qui n'ont généralement qu'une représentativité limitée à l'élite de la population qui proposent aux organismes d'aide des projets satisfaisant à leurs grilles d'évaluation typiquement occidentales, faute de quoi ils verraient leurs projets repoussés (...). Ainsi les populations locales, « mises au pied du mur » de l'aide qu'on leur accorde, n'ont plus que le pouvoir de refuser l'aide ou d'accepter telle qu'elle est. Cela incite les populations locales à se démobiliser face aux actions de développement. Plus grave, elles sont souvent mises en position de dépendance vis – à – vis des aides extérieures, alors qu'auparavant elles vivaient dans une relative autonomie. Les organismes d'aide ne font généralement pas d'effort d'adapter les projets en fonction des aspirations locales, ajoutent-ils.

Contrairement aux auteurs précités, Gueneau (1986 :180) souligne que dans le cadre des organisations paysannes, l'aide est réellement complémentaire, le pouvoir de décision est paysan, l'administration n'est pas ignorée et enfin le coût de fonctionnement est faible. Il soutient que la création du groupement antérieurement à l'intervention d'une aide extérieure donne plus de chance aux paysans de conserver leurs propres conceptions, et peut les armer pour ne pas se laisser dévorer par l'aide. Il renchérit en précisant que dans ce schéma, l'aide est véritablement le complément d'un processus déjà démarré, que la préexistence de l'organisation paysanne à l'intervention extérieure signifie que l'initiative du projet revient bien aux villageois qui ont d'eux-mêmes fait appel à un financeur afin de réaliser leur projet.

En effet, nous abordons dans le même sens que Gueneau et sollicitons l'implication de l'élite intellectuelle de Lwele-Ikubi dans la recherche des solutions en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie de cette contrée en usant de ses connaissances et relations avec les organismes d'appuis au développement et/ou avec les hommes de bonne volonté pourquoi pas le gouvernement à faciliter le financement des projets de développement qui sont difficiles à être réalisés sans appuis extérieur.

En ce qui concerne la faible production agricole, les personnes interrogées ont déclaré que les rendements de l'agriculture ne permettent pas de satisfaire le multiple besoins (la scolarisation des enfants, les soins de santé, l'alimentation, l'habillement, la communication,...) de la population à cause de dimensions réduites des champs agricoles (83 soit 63,8%), mauvaises conditions climatiques (108 soit 83,1%), manque de bonnes semence (70 soit 53,8%), faible participation de membres aux travaux agricoles (93 soit 71,5%).

C'est dans le même contexte que Yonkeu et all (2003) soulignent que cette agriculture demande un effort important aux populations pour un rendement souvent relativement faible.

Ils révèlent que les conditions de la pratique de l'agriculture (pluviale et irriguée) se traduisent par une grande pénibilité de travail pour un rendement faible qui entraîne sur le plan physique des agriculteurs la fatigue, les douleurs corporelles ; ces auteurs révèlent que les agriculteurs travaillent sous la chaleur, très légèrement habillés pour les femmes et torse nu pour les hommes et les pieds sans aucune protection. Ce qui les expose à des vecteurs de maladies, ajoutent-ils.

Pour résoudre ce problème, nous souhaitons qu'il faille chercher à rendre l'agriculture rentable. Pour ce faire, il faut améliorer les conditions de travail avec des nouvelles techniques culturales, des outils appropriés, des semences améliorées, des nouvelles cultures (oignon, pomme de terre, haricot...), élargir les espaces ou les étendues à cultiver. Tout ceci devra être précédé et suivi par des formations auprès de la population dans le domaine de l'agriculture et d'élevage pour que ceux-ci soient capables de satisfaire les besoins de la population et d'attirer celle-ci en vue de freiner l'exode rural.

Il faut que le secteur agricole soit valorisé, malheureusement cela n'est pas le cas. C'est ainsi que DEGAND (1983 :10) révèle que de 1955 à 1973 le commerce international de tout produit s'est développé au rythme de 8% par an alors que sur la même période, le commerce international des produits agricoles ne progressait à peine que 4% par an. L'auteur souligne qu'il n'est pas étonnant de constater une diminution de l'importance du commerce des produits agricoles dont la part dans le commerce total passe de 60% en 1955 à 30% en 1973.

L'auteur précité estime que l'agriculture devrait devenir un secteur refuge qui, tout en continuant à alimenter les marchés, pourrait générer des emplois dans la production comme dans la transformation ou la commercialisation des produits.

Eu égard à ce qui précède, nous suggérons la création des associations (coopératives) des agriculteurs de Lwele-Ikubi pour leur permettre de travailler en équipe, améliorer les conditions de travail, solliciter de financement et augmenter la production agricole ; la création d'un marché local à Lwele-Ikubi peut aider à résoudre le problème de domination du marché par un seul acheteur (oligopolisation) ; la construction des entrepôts et la mise ensemble des produits destinés à la vente dans un moyen de transport en commun (véhicule) pour les acheminer vers les centres de commercialisation et vendre à un prix satisfaisant ; l'entretien des routes de desserte agricoles et la construction des ponts donnant accès à Lwele-Ikubi faciliteraient l'accès des véhicules et des échanges commerciaux ; bref, la circulation des personnes et des biens.

Khallouf et Cie (op.cit. :33) soulignent que les communautés agricoles du Tiers-Monde peuvent arriver à des résultats satisfaisants pour peu qu'on leur en donne les moyens. Ils précisent qu'il ne s'agit moins de leur apporter une technologie performante qu'une plus grande liberté de manœuvre et la reconnaissance d'un statut de citoyen à part entière (...). Ils expliquent que cela signifie en général une diversification des cultures qui n'en suppose pas moins la disponibilité d'un certain nombre d'outils, d'aides techniques (pompes à eaux, machines-outils,...) et transformer les produits agricoles (industrie agro-alimentaire).

En ce qui concerne la faible participation de la population aux travaux communautaires, les principales raisons de cette faible participation citées par les personnes interrogées sont les mésententes entre les habitants des différents villages de Lwele-Ikubi (53%) et le découragement de membres dû aux échecs des actions antérieures (47%).

Il convient de rappeler que si la participation des paysans aux travaux communautaires est faible, il est difficile voire impossible de prétendre à des bons résultats. C'est dans ce contexte qu'UNESCO (1984 :12) déclare que la participation des populations apparaît clairement comme condition fondamentale de toute action de développement pris dans son aspect opérationnel, et que dans sa véritable finalité et son contenu, la notion de développement montre également l'importance de la participation à tous les niveaux, depuis l'étape cruciale de l'identification des besoins jusqu'à la phase finale de l'évaluation et la réorientation du plan, en passant par les prises de décisions concernant la fixation des objectifs, la mise en œuvre des moyens et la gestion des activités et des opérations.

Quant aux vœux exprimés par les enquêtés sur le développement de Lwele-Ikubi, nous espérons que s'ils sont mis en application, peuvent constituer des voies capables de lever les obstacles au développement communautaire de Lwele-Ikubi dans la mesure où, une fois réconciliés,

il y aura entente, collaboration, esprit de travail d'équipe et cohésion entre les habitants de Lwele-Ikubi qui peuvent augmenter les chances de réussite des actions ou des travaux communautaires.

La cohésion est considérée comme clé de réussite de toute action communautaire. Maisonneuve (1980) la qualifie comme force qui maintient ensemble les molécules d'un corps ; d'où par métaphore, la liaison des individus dans un groupe.

Conclusion

Cette étude basée sur la problématique du développement communautaire de Lwele-Ikubi, qui avait pour objectif d'identifier les problèmes de développement ainsi que les raisons qui empêchent à résoudre ces problèmes, a permis de se faire une idée claire de besoins et obstacles qui existent dans le domaine de développement communautaire de Lwele-Ikubi.

Du point de vue besoins, l'étude a identifié entre autre besoin : des ponts sur les rivières Pio-Pio et Okuwar ; des maisons pour habitation construites en matériaux durables ; d'accès à l'eau potable ; d'une bonne alimentation ; d'un marché local ; d'un éclairage public et d'un gros véhicule.

Quant aux raisons qui empêchent à résoudre ces problèmes ou à satisfaire ces besoins, les résultats de l'étude ont révélé les conflits claniques, fonciers et du pouvoir coutumier, le manque de moyens financiers, la faible production agricole, la faible participation de la population aux travaux communautaires, le manque d'une bonne structure (organisation) de développement de Lwele-Ikubi.

Pour permettre à la population de Lwele-Ikubi à résoudre les différents problèmes de développement qu'elle connaît nous avons proposé :

Primo : la résolution pacifique des conflits et la réconciliation entre filles et fils de Lwele-Ikubi ;

Secundo : la relance des actions de développement communautaire et la création des associations paysannes avec objectifs de répondre aux besoins réels de la population ;

Tertio : l'établissement des partenariats avec les ministères et organismes gouvernementaux pour faciliter l'implication de l'Etat et des organismes d'aide au développement ou des hommes de bonne volonté afin de soutenir des projets de développement communautaire de Lwele-Ikubi fondés sur une approche holistique..

Références bibliographiques

- Bukumba, T et Kabamba, K., (1989), Urbanisation et détérioration de l'environnement de l'habitat à Kananga. in *Zaire-Afrique*, n° 241, 63p.
- Degand, J., (1983), *Les problèmes actuels d'économie rurale. Quelle planification, pour quel développement de l'agriculture ? Le cas du Burundi. Séminaire de perfectionnement*, faculté des sciences agronomiques de l'Université Catholique de Louvain (UCL), 31p.
- Dikitele, A., (2010-2011), *Passions de pouvoir coutumier dans le secteur Kalanganda. Cas de groupement Okumpum depuis 1945 jusqu'à nos jours*. TFC, inédit, ISP/Idiofa.
- Maisonneuve, J., (1980), *La dynamique des groupes*, PUF, Vendôme, 124 p.
- Nicolai, H., (1963), *Le Kwilu, études géographiques d'une région*. CEMUBAC, Bruxelles, 472 p.
- Goffaux, J., (1986), *Problèmes de développement*, CRP, (SL), 223 p.
- Gueneau, M.C., (1986), *Afrique. Les petits projets de développement sont – ils efficaces ?* Harmattan, Paris, 230p.
- Khallouf et Cie, (1981), *Nouveaux espoirs de développement chez les pauvres. Le développement des pays les moins avancés : bilan et orientations*. Centurton, Paris, 82p.
- Huynh, T., et Cie, (1984), *Stratégies du développement endogène*. UNESCO, Paris, France, 329p.
- Pradervand, P., (1989), *Une Afrique en marche. La révolution silencieuse des paysans africains*, Plon, Paris, 136p.

Unesco, (1984), *Participer au développement*. PUF, Paris, France, 434p.

SITOGRAFIE

www.Cairn.info, revue-afrique.com Les associations paysannes et les politiques agricoles. Marie-Rose Mercoire dans *Afrique contemporaine* 2006/1 (n° 217), pp135-157.

Yonkeu, Joseph Wethé, M. Mampouya et G.P. Maya (2023), « les conditions socio-économiques des populations et raisons de maladies : Le bassin versant du barrage de yitenga au Burkina Faso », volume 4, n° 1, mai 2023, sur le site *OpenEdition journals*. Consulté le 23 juin 2024.

Yao, A., (2008), *Développement communautaire en Afrique. Comprendre la dynamique des populations*. Sur le site www.pulaval.com, consulté le 25 septembre 2024.

en.m.wikipedia.org, Community development. Sur le site WikipédiA , consulté le 25 septembre 2024